

Ici, Ensemble

Le Journal de l'amitié politique entre les habitants du pays

Prix : 0,50 €

Appel des "Journées du Pays pour tous" :

Face à l'Etat : le pays pour tous !

**1) Chacun compte, un habitant du pays vaut un habitant,
chacun a la même importance !**

Nous affirmons cela car la politique de l'Etat (gouvernement et partis) met un grand nombre d'habitants dans des situations très mauvaises. La vie devient de plus en plus dure, et certains se retrouvent sans droits ou avec des droits restreints. Le sentiment d'être mis "hors du pays", c'est à dire rejetés, pas reconnus, pas pris en compte, est de plus en plus développé.

- L'ouvrier, avec ou sans papier, n'est pas respecté, son travail et sa vie ne sont pas pris en compte ;
- Ceux qui "tombent" dans le chômage, il leur est dit que c'est de leur faute, qu'il faut accepter n'importe quel poste, qu'ils "coûtent cher" à l'Etat ou qu'ils sont fraudeurs ;
- Aux jeunes scolarisés, les portes de l'instruction se ferment : un tri s'opère, avec la sélection d'une petite élite à qui il est permis de faire des études (le "busing"), et pour une grande partie des jeunes des quartiers populaires, c'est la volonté de les désigner comme "incapables d'apprendre" ;
- En direction des quartiers populaires, c'est la ségrégation, la séparation des gens : c'est comme si il y avait des frontières à l'intérieur du même pays en fonction du lieu d'habitation et des origines de chacun ;
- Pour la santé, un conseiller du Président a récemment dit que les "personnes âgées coûtent cher" et qu'il faut que chacun paie ses frais de santé passé un certain âge...Voilà qui en dit long pour tout le monde : quand un gouvernement commence à afficher de telles convictions, il est clair que la santé des plus pauvres (jeunes ou vieux) n'est pas son souci.

Sur tous ces points, c'est la politique du tri : l'état prétend sélectionner les gens : les "utiles" d'un côté, les "inutiles" de l'autre. Peu importent les critères, nous savons tous où mène cette pensée : à l'élimination plus ou moins brutale de ceux qui sont jugés "inutiles".

Ne nous y trompons pas : cette élimination est déjà à l'oeuvre, dans les expulsions d'habitants sans-papiers, dans les mesures de "fin de droits" pour les chômeurs, dans les plans de licenciement, dans les attaques régulières contre la Couverture Maladie Universelle, dans le fichage généralisé des enfants du pays, et la volonté de repérer les "prédélinquants" dès la crèche, dans les mesures spéciales pour enfermer à vie les malades mentaux etc.....

C'est une politique insidieuse, sournoise comme une contagion, qui cherche à corrompre chacun et à s'assurer la collaboration d'une partie des habitants, ceux qui pensent ou veulent appartenir à la catégorie des "bons" ("bon" français, "bon" immigré, "bon" élève) contre les autres, les "mauvais", qui menaceraient "l'identité française". Pour ce faire, l'état utilise la force, soit directement par sa police, soit par les circulaires administratives et les menaces à l'encontre des fonctionnaires "désobéisseurs". Il utilise aussi la carotte, (promesses de places, de statuts), et rallie ainsi toute une série d'institutions, comme des syndicats, des associations etc....qui se démènent pour adoucir et aménager la violence de sa politique, tout en se faisant les propagandistes du tri : ils n'en contestent pas le fond, mais la forme, c'est-à-dire les critères de la sélection, sur lesquels ils veulent avoir leur mot à dire.

Voilà la réalité. Il ne s'agit pas de se lamenter, de pleurer sur le sort des malheureux, de les constituer en "victimes à soutenir", car cela est fondamentalement misérabiliste et méprisant pour les gens concernés. C'est en plus inefficace car on ne combat pas une politique par la charité, mais bien par une autre politique, faite par les gens pour les gens et non par l'Etat pour l'Etat. On est face à un tournant majeur, au sens où toute la politique de l'état actuel vise à installer le principe de l'inégalité comme principe fondateur du pays. Soit on laisse faire, soit on réagit. La question centrale, que chacun doit se poser, est bien la question de l'égalité :

Est-ce que vous considérez que dans le pays, chacun a la même importance, chacun compte et doit être respecté tel qu'il est ?

Ou bien est-ce que vous acceptez que la place de chacun, et les droits qui en découlent, soit décidée par l'état, selon des critères comme la nationalité, la couleur de la peau, la religion, les ressources etc....?

C'est un choix auquel personne n'échappe, même si beaucoup le refusent, car c'est de là que découle tout le reste : les choix de société, les choix économiques, les lois etc...

Notre conviction à nous, c'est que nous sommes différents et **égaux**. Nous avons décidé de nous organiser ensemble, tels que nous sommes, pour inventer notre propre politique, sur la base du principe d'égalité. Nous expérimentons que dans chaque situation précise, il est possible de développer un principe pour tous et de le mettre en oeuvre face à l'Etat.

On peut lever la tête, forcer l'état à reconnaître et compter les gens, l'obliger à nous rendre des comptes sur sa politique. La politique qu'on fait est ouverte à tous, mais elle est exigeante, car elle dépend uniquement de ceux qui la font. Elle n'a rien à voir avec le chantage aux élections, avec le clientélisme des partis ou des syndicats. Mais, pour qui décide d'en être, elle nécessite d'être au clair sur le principe de l'égalité, décliné concrètement dans l'idée du pays pour tous.

2°) Le pays, c'est les gens qui y vivent, c'est nous tous !

Les gens sont différents, heureusement. Religion, sexualité, éducation des enfants, travail... chacun décide de la façon dont il mène sa vie. C'est son affaire, pas celle de l'état ! Les modes de vie sont multiples, et il n'y a pas d'autre moyen que le respect pour que ça se passe bien.

Ce n'est pas ce que fait l'Etat aujourd'hui : il pose les différences comme de véritables contradictions, qu'on ne peut résoudre qu'en éliminant un des termes : il ne doit plus y avoir de différence, c'est à dire que c'est l'Etat lui-même qui a prétention à dire à chacun comment il faut vivre, se comporter, éduquer ses enfants, croire et prier... Celui ou celle qui ne respecte pas ses prescriptions, qui se comporte différemment, devient dangereux, inassimilable, un corps étranger au pays, quelle que soit sa nationalité .

Nous disons et pratiquons : le pays, c'est les gens qui y vivent, comme ils sont ! L'état doit compter et respecter chacun ! La religion est une affaire privée et l'état doit laisser les musulmans tranquilles comme il laisse tranquilles les croyants des autres religions.

Affirmer que le pays c'est nous tous, (tous ceux qui y vivent, travaillent, étudient...) permet de montrer qu'autre chose est possible et de le faire vivre :

- Il n'y a pas d'un côté les "immigrés", ou ceux "d'origine immigrée" et les français : il y a les habitants du pays, de la France, tels qu'ils sont et tels qu'ils vivent.

- Il n'y a pas les habitants des quartiers populaires et les autres, il y a un seul peuple à construire ensemble.
- il n'y a pas de gens "en trop", il n'y a pas les "utiles" et les "inutiles", ceux qui rapportent et ceux qui coûtent...Chaque habitant compte, chaque habitant a la même importance

3°) Abrogation des lois d'exception !

On parle de lois d'exception pour désigner des lois établies à cause de circonstances exceptionnelles, qui justifient le fait de sortir des personnes du droit commun. Actuellement, l'exception devient la règle et justifie l'exclusion du droit commun de groupes entiers d'habitants, au travers d'une série de lois, et en particulier :

- La Loi CESEDA, qui instaure pour les étrangers un statut spécial, contrôlé par une police spéciale (la PAF) et exclut du droit les sans-papiers et leurs familles. Besson, dans les modifications qu'il prévoit, va même jusqu'à considérer que l'étranger suspect d'être sans-papiers transforme l'espace qui l'entoure en zone d'attente frontalière !
- La Loi de Réétention de Sécurité, qui prévoit l'enfermement (et non l'internement et les soins) sans jugement de malades mentaux ayant purgé leur peine suite à des crimes ou délits.
- On peut y ajouter les lois Perben contre les jeunes des quartiers populaires, et toutes les mesures discriminatoires pour cibler les habitants de religion musulmane.

Aucune de ces lois n'est justifiée par une situation exceptionnelle, elles n'ont pas de base objective, elles visent simplement à créer des groupes, et à désigner les gens de ces groupes non seulement comme des étrangers au pays (même s'ils sont français d'ailleurs) mais, plus grave, comme des ennemis, à isoler, surveiller, mater. Ces lois, leur application, le consensus parlementaire et d'opinion qu'elles rencontrent, créent un pays nouveau, de ségrégation, de partition des habitants, un pays gouverné par le principe d'inégalité, où il n'y a plus de droits, mais seulement des privilèges, réservés à certains, sur décision étatique.

Elles installent des murs dans la tête des gens, et habituent tout un chacun à accepter que la police persécute son voisin au nom de la loi et

du bien commun. Pour les appliquer, l'administration exige le concours de tous et veut transformer tout le monde en délateur. Ce sont des lois pour faire baisser la tête à tout le monde, et pour imposer comme seule règle la pure décision d'un état qui se considère sans peuple, qui voudrait n'avoir aucun compte à rendre aux gens.

Nous nous battons pour bloquer l'application de toutes les lois d'exception, pour gagner leur abrogation et leur remplacement par des lois de droits pour tous.

4°) On n'est pas obligé de penser comme l'Etat et le gouvernement.

Penser comme l'Etat, c'est accepter la séparation des gens, la division et la ségrégation, c'est accepter que la police s'insère sur de nombreux points dans la vie des gens.

Penser comme l'Etat, c'est se dire que la politique n'est pas l'affaire des gens, mais celle des spécialistes, des partis et des syndicats, dont c'est le métier, qui les fait vivre.

Penser comme l'Etat, c'est se dire que soi-même on ne peut pas avoir de prise sur la situation qui est faite aux gens, c'est accepter ses lois et ses mesures contre les gens même si on les juge inégalitaires et persécutoires comme les lois d'exception citées plus haut.

Mais rien n'oblige à penser comme l'état et le gouvernement : **d'autres affirmations, d'autres choix, d'autres pratiques sont possibles.** Nous, gens ordinaires organisés ensemble pour inventer et faire vivre une politique du "pour tous, faite par les gens pour les gens, nous sommes la preuve qu'il est possible de penser et faire la politique à distance de l'Etat .

A distance de l'Etat, cela ne signifie pas l'ignorer (nous vivons dans le réel, pas dans un univers parallèle), cela signifie sans faire de l'état le centre de notre politique : par exemple, nous affirmons et pratiquons que le pays doit être pour tous. Pour ce faire, nous ne nous sommes pas mis à la traîne de l'état, nous sommes partis de nous-mêmes, de ce que nous voulons et qui nous semble juste. **C'est ce qui nous permet, dans la durée, d'organiser par exemple les batailles nécessaires contre les lois d'exception.**

Il existe encore tout un espace dans lequel on peut penser et s'organiser.

Encore faut-il oser.

- oser penser et affirmer que tous ceux qui vivent dans un pays sont de ce pays,
- oser penser et affirmer qu' il n'y a de justice et de liberté que s'il y a égalité,
- oser en discuter avec d'autres, à partir de situations concrètes : l'état ne peut réellement imposer sa politique que si aucune affirmation ne vient des gens. Dès que, face à lui, des gens s'organisent pour lui demander des comptes (et non des faveurs) en parlant pour tous, il est ébranlé et montre sa faiblesse.

Car cet état se veut sans peuple, au sens où il prétend ne pas être là pour tous, mais seulement pour certains. Et que des gens, tranquillement, mais durablement, se tiennent devant lui pour l'obliger à les prendre en compte, à reconnaître qu'ils existent, cela le déstabilise. Et cela permet aux gens eux-mêmes d'exister, sans être dans la main de l'état mais à distance de lui, parce que nous ne recherchons pas les places, mais le droit, nous ne voulons pas le pouvoir, mais la justice, nous ne nous battons pas pour notre intérêt individuel mais pour le pays pour tous. Et ça nous rend libres.

C'est cette politique-là que nous vous proposons, avec l'exigence et le courage que ça implique. Elle est ouverte à tous, chacun peut décider d'en être.

5°) S'organiser :

Une politique faite par les gens pour les gens. Voilà notre proposition. Elle exige forcément de se rencontrer, de discuter, de décider ensemble. Mais sous quelle forme ?

La force de notre politique vient de notre conviction que chacun peut penser, qu'il n'est pas besoin d'être un intellectuel ou un lettré pour cela. Tout le monde a des idées, **mais transformer ces idées en une pensée politique, c'est ça s'organiser.**

Nous ne séparons pas la pensée et l'action, chez nous il n'y a pas ceux qui réfléchissent et ceux qui agissent. Nous sommes à égalité. Chacun décide de la place qu'il souhaite prendre, de la pierre qu'il peut ou veut apporter à l'édifice que nous construisons ensemble.

Notre politique s'élabore collectivement, dans la réflexion et la décision communes, au cours de réunions régulières sur un point de bataille : abrogation du CESEDA et régularisation des sans-papiers, école pour tous les enfants, respect des habitants des quartiers populaires... Nous partons de nous, de ce que nous voulons, pour dégager les principes à partir desquels intervenir dans les situations : par exemple, à partir de « **qui vit ici est d'ici** », nous avons mené bataille pour que les sans-papiers et leurs famille soient reconnus comme des ouvriers, devant obtenir les droits de leur travail, et non comme des "clandestins", ou des délinquants. Sur ce point, nous avons bien avancé, plus personne ne conteste que les sans-papiers travaillent. Il faut maintenant faire vivre et développer l'idée du "pays pour tous", qui pose dans la pratique que quelle que soit sa situation (papiers, nationalité, origine, lieu d'habitation, niveau social...) chaque habitant fait partie du pays, à égalité.

En travaillant ainsi, nous avons notre propre temporalité, nos propres priorités . Cela permet d'être libres et autonomes. Voilà nos propositions, discutons-en.

Cet Appel est lancé par le "Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici et leurs amis" et les "Collectifs pour une politique de paix et d'amitié entre les habitants du pays" dans le cadre des Journées du Pays pour tous, du 10 au 12 Juin à Toulouse.

Pour nous contacter :

Tél : 06-13-06-94-62 ;
mail : ouvriersgensdici@free.fr ;
site : www.ouvriersgensdici.net ou
<http://ouvriersgensdici.free.fr>